

Chypre devra payer le prix fort pour obtenir son plan de sauvetage

Après neuf mois de négociations laborieuses, Chypre, au bord de la faillite, semble désormais en mesure de conclure rapidement un plan de sauvetage avec l'Union européenne, mais en payant le prix fort, selon des analystes.

Une réunion extraordinaire de l'Eurogroupe doit se tenir vendredi 15 mars pour tenter de boucler le plan d'aide à l'île, qui devra désormais se soumettre à des mesures d'austérité importantes.

« Plus (le processus de négociations) s'est prolongé, plus les mesures proposées sont devenues drastiques, l'idée la plus folle ayant été une coupe sur les dépôts (bancaires des déposants privés en contrepartie de l'aide) », déclare l'analyste Fiona Mullen à l'AFP.

Si l'Eurogroupe semble avoir renoncé à cette idée, totalement rejetée par Nicosie, le nouveau gouvernement chypriote devra en revanche vraisemblablement franchir ce qui était considéré comme des lignes rouges : la hausse de l'imposition sur les sociétés et la privatisation d'entreprises publiques rentables.

L'analyste souligne que Chypre pourrait aussi devoir accepter de nouveaux « *impôts dommageables* », comme une taxe sur les transactions financières.

Le pays, qui a estimé avoir besoin de quelque 17 milliards d'euros, a déjà adopté un budget d'austérité pour 2013, visant à réduire le déficit de 1,3 milliard d'euros.

Chypre a également accepté de se soumettre à un audit sur le blanchiment d'argent, mené par un cabinet indépendant.

Mi-février, les dirigeants européens avaient affirmé que l'engagement du pays sur ce dossier était une « *condition sine qua non* » au versement d'une aide, alors que l'île était décrite par des médias allemands comme un paradis pour des fonds douteux, venant notamment de mafieux russes.

Chypre a demandé une aide européenne en juin après que ses deux principales banques eurent appelé le gouvernement à la rescousse, ayant subi des pertes évaluées à 4,5 milliards de dollars en raison du plan de sauvetage accordé à la Grèce. Celui-ci s'est traduit par une décote de 75 % des obligations grecques qu'elles détenaient en nombre.

Sur les quelque 17 milliards d'euros dont l'île a besoin, la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) ne serait prête à lui attribuer que 10 milliards d'euros, craignant que l'île soit incapable de rembourser un montant plus élevé.

Dans ce contexte, le ministre des Finances, Michalis Sarris, doit se rendre à Moscou lundi 18 mars pour demander une prolongation du délai de remboursement du prêt russe de 2,5 milliards d'euros venant à échéance 2016, et discuter de la façon dont la Russie pourrait contribuer au plan de sauvetage, a rapporté la radio publique.